

« Projet Waffenkraft » : « La France n'est pas à l'abri » du terrorisme d'ultra-droite

Matthieu Suc

Il n'est pas présent à l'audience. On l'entend masqué derrière une vitre sans tain en visioconférence. Son service n'a même pas été chargé de l'enquête. Et pourtant, l'audition du commissaire SI 1929 – son nom de code – a été étonnamment intéressante mercredi après-midi au troisième jour du procès des quatre néonazis du « Projet Waffenkraft ». Le chef de la sous-direction judiciaire de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) était entendu afin de brosser un « état de la menace d'ultra-droite en France et dans le monde en général ».

« Il y a une montée en puissance d'une nébuleuse mondiale. La menace d'ultra-droite est considérée comme une véritable menace terroriste, perçue comme la menace numéro 1 dans certaines démocraties occidentales, notamment anglo-saxonnes. Et la France n'est pas à l'abri... », embraye le gradé avant d'asséner une série de chiffres pour appuyer son propos.

Entre 2010 et 2020, il y a eu 38 attaques classées d'ultra-droite dans le monde (dont 47 % de ces attaques qui ont eu lieu en Europe). Elles ont fait, d'après le décompte de la DGSI, 791 victimes dont 243 morts. « En France, depuis 2017, 10 attentats liés à l'extrême droite ont été déjoués », précise le commissaire.

La DGSI a brossé un état des lieux de la menace terroriste d'ultra-droite.

De quoi l'ultra-droite est-elle le nom

En s'appuyant sur une définition que l'on retrouve dans différents réquisitoires du parquet national antiterroriste, le commissaire SI 1929 prend soin de définir ce qu'est l'ultra-droite et pourquoi il convient de faire la distinction avec l'extrême droite.

En gros, il s'agit d'une « mouvance d'extrême droite radicale située hors du champ républicain, pour laquelle seule la violence permet d'atteindre ses objectifs politiques ». Selon nos informations, ses effectifs seraient stables : 2 000 à 3 000 individus impliqués à divers degrés, avec un noyau dur constitué d'environ 1 000 individus susceptibles de se livrer à des faits de violences.

Cette population s'informe en France à travers des sites comme Boulevard Voltaire, Fdesouche et Égalité et Réconciliation, qui constitueraient ce que la DGSI qualifie de « fachosphère ».

Les cibles

Les attaques ou projets d'attaques de l'ultra-droite prennent pour cible trois catégories de la population : « Les non-blancs, les juifs et les autorités. » « La communauté juive est une cible permanente et historique de l'ultra-droite. » En témoigne les attentats contre des synagogues à Halle (Allemagne) ou Pittsburgh

(États-Unis).

SI 1929 prend le soin de signaler « *une cible émergente : celle de la communauté LGBT* ». Elle est visée car, dans la propagande ultra-droite, elle représente la « *dégénérescence de la société* ». Elle a été visée dans plusieurs attentats meurtriers. Et le commissaire de citer les exemples de Colorado Springs (États-Unis) et Bratislava (Slovaquie).

Le plus intéressant dans son exposé réside dans la distinction des deux grandes tendances idéologiques qui traversent la mouvance et qui, selon lui, influencerait le choix des cibles.

D'un côté, il y a « *les tueries de masse accélérationnistes* », c'est-à-dire des crimes pratiqués dans l'intention de précipiter une guerre civile et/ou raciale inévitable selon certains théoriciens de l'ultra-droite. Dans ce cas-là, cela « *relève le plus souvent de l'entreprise individuelle terroriste* », soit un homme seul tuant le plus grand monde.

Ce sont les exemples des figures de ce que le commissaire compare à « *un panthéon* » de la mouvance : d'Anders Breivik, l'assassin des jeunes norvégiens à Utøya, à Brenton Tarrant, le tueur des mosquées de Christchurch (Nouvelle-Zélande). Pour ceux-là, les cibles précitées suffisent à leur projet « *de précipiter l'Occident dans le chaos* ».

De l'autre côté, SI 1929 oppose le « *conspirationnisme insurrectionnel* », beaucoup plus structuré. Ses membres perçoivent l'État comme tyrannique et envisagent donc de prendre pour cible « *les autorités* ». En France, plusieurs affaires ces dernières années ont concerné des groupes envisageant un coup d'État.

Des forces de sécurité « réceptives » au discours de l'ultra-droite

« *La profession joue un rôle, avoue le commissaire SI 1929. Évidemment que les policiers et militaires composent des populations particulièrement réceptives à un certain discours.* »

Dès le printemps 2018, [Mediapart](#) révélait cette inquiétude de la DGSI qui avait alerté les pouvoirs publics de la proportion grandissante de membres des forces de sécurité ayant rejoint des groupuscules d'ultra-droite. Parmi les « *objectifs de la DGSI* » suivis pour leurs liens avec « *l'extrême droite violente* », on recensait à l'époque une cinquantaine de policiers, gendarmes et militaires.

Dans un rapport du parquet général également révélé par [Mediapart](#), sur les sept affaires en cours d'instruction en 2021, cinq impliquaient des militaires ou d'anciens militaires.

Dans le groupe dénommé OAS (Organisation des armées sociales), il y avait un élève de l'École de formation des sous-officiers de l'armée de l'Air. Au sein d'[AFO](#) (Action des forces opérationnelles), « *Richelieu* », le chef, était un ancien policier, brigadier-chef à la retraite. Un autre membre avait lui été médaillé pour sa mission de 178 jours en Afghanistan, en tant que sergent au 11^e régiment d'artillerie de marine.

Une mythomane qui faisait croire aux autres membres des Barjols qu'elle était agent secret avait été en réalité secrétaire au sein de l'état-major de l'armée de terre avant d'être invitée à démissionner en raison de son caractère « *impulsif et imaginatif* ».

Sur les réseaux sociaux Facebook et Minds, Aurélien Chapeau, ancien militaire de son état, postait des messages se réclamant du suprémacisme blanc, affichait son appartenance au groupuscule Atomwaffen Division et laissait entendre qu'il avait procédé à plusieurs repérages de synagogues en France.

Le groupuscule Honneur et Nation rassemblant des néonazis et projetant d'attaquer des loges maçonniques accueillait dans ses rangs une ancienne engagée volontaire affectée au 4^e régiment de chasseurs de Gap, puis au 11^e bataillon de chasseurs alpins de Barcelonnette.

Enfin, dans l'affaire du « Projet WaffenKraft », qui est la raison de l'audition du commissaire SI 1929, le seul accusé comparaissant détenu officiait en tant que gendarme adjoint volontaire.

Les groupuscules d'ultra-droite draguent les membres de services de sécurité, construisent leurs discours à leur attention, veillent à valoriser chaque nouvelle recrue issue des rangs de la police, de la gendarmerie ou de l'armée. Des professionnels recherchés à la fois pour leur savoir-faire en matière de maintien de l'ordre et d'opérations coups de poing ainsi que pour leurs réseaux.

Selon une source interrogée en 2018, certains membres des forces de l'ordre seraient même sollicités pour accéder aux informations confidentielles que recèlent les fichiers de police et de gendarmerie.